Richard LEGENDRE
En équipe pour le pays!

Notes pour une allocution
La version prononcée fait foi

PRIORITÉS LEGENDRE EN ÉDUCATION

Il faut recentrer la mission de l'État en faveur de l'éducation et en faire la priorité du gouvernement. C'est la seule manière de relever les défis économiques et sociaux de l'avenir et de faire rayonner le Québec dans le monde. Dans ma maquette du pays, l'éducation est prioritaire.

Dans le Québec indépendant il faudra investir 1 milliard de plus dans la dépense globale d'éducation, par année. Ce milliard d'agent neuf proviendra du 4,5 milliards de dollars de plus dont on disposera après avoir repris le contrôle de tous nos revenus.

En éducation, il faut assurer l'égalité des chances pour tous. Il faut aussi faire de l'école un projet de société et un levier pour relancer le développement économique, social et culturel du Québec.

Des choix clairs

Dans cet esprit, je propose que l'on priorise 4 actions précises :

1. Investir davantage dans les milieux défavorisés pour lutter contre l'échec et le décrochage scolaire
2. Garder les écoles primaires et secondaires ouvertes jusqu'à 17 h
3. Sortir la malbouffe des écoles
4. Donner un nouveau souffle aux cégeps et universités en région

Ces quatre actions peuvent connaître de véritables succès si l'on dispose de tout notre argent qui est actuellement à Ottawa.

1 - Investir plus dans les milieux défavorisés pour lutter contre l'échec et le décrochage scolaire

Constat

Des investissements importants doivent être réalisés pour transformer l'école primaire et secondaire en un milieu de vie que les jeunes n'auront pas envie de quitter et particulièrement dans les milieux défavorisés (plus de 20 % des jeunes

de moins de 20 ans n'ont pas de diplôme de secondaire cinq, c'est plus d'un sur cinq!).

Dans un premier projet pilote nommé *Agir autrement*, le Parti Québécois avait ciblé six écoles secondaires défavorisées en leur octroyant 1,2 million de dollars chacune, étalé sur trois ans. Dans ce programme, chaque école définit son propre plan d'action pour réduire le nombre d'élèves par classe, faire intervenir plusieurs professionnels, offrir de l'aide aux devoirs, établir des liens plus étroits avec les parents, etc.

Même si les statistiques ne sont pas encore disponibles, il semble que les taux de décrochage ont chutés de manière remarquable. La stratégie *Agir autrement* est simple : l'école s'implique au complet.

Le gouvernement Charest ne peut démanteler un tel programme mais l'argent est à Ottawa. Ce qui veut dire qu'il ne peut octroyer que 130 000 dollars en moyenne par école (196 écoles 2003-2004). Ce saupoudrage ne mène nulle part. C'est ce que nous promet un avenir de province.

C'est une erreur, il faut donner de véritables outils aux écoles défavorisées.

Action
Relancer un programme basé sur l'expérience d'*Agir autrement.* En ciblant 25 % des écoles secondaires du Québec, les 25 % plus défavorisées, on aide ainsi 107 écoles!

En leur octroyant à chacune 1,2 million de dollars sur trois ans, soit 400 000 dollars par année, on investit dans l'avenir de nos jeunes près de 43 millions de dollars (42 800 000 $) de plus annuellement. Nous en aurons les moyens si l'on fait la souveraineté.

Les écoles secondaires en milieu défavorisé doivent recevoir les sommes nécessaires à la mise sur pied de plans de réussite ambitieux, qui leur ressemblent.

2-Garder l'école ouverte jusqu'à 17 h

Constat
L'école doit rester ouverte jusqu'à 17 h. Alors que j'étais ministre, j'ai mis en place le programme *Ça bouge après l'école*. Le gouvernement Charest n'y a pas donné suite. C'est inadmissible. Il faut le rétablir et surtout le bonifier pour viser toutes les écoles primaires et secondaires du Québec.

L'idée est claire : il faut lutter contre la sédentarité des jeunes en les faisant participer à des activités physiques, sportives, culturelles, sociales, communautaires ou scientifiques lors d'activités après la classe.

Le succès de *Ça bouge après l'école* reposait, comme dans le cas du programme *Agir autrement*, sur **les gens** et sur l'engagement de toute la communauté autour de l'école. Les parents ont un rôle à jouer parce que leur appui a une incidence importante sur la participation des jeunes aux activités offertes.

L'école est plus qu'un lieu d'apprentissage. C'est également un milieu de vie où les élèves doivent avoir accès à des activités parascolaires stimulantes et variées. Voilà un outil essentiel qui favorise la réussite des jeunes.

Les parents ayant bénéficié quelques temps de ce programme s'en réjouissaient. Fermer les écoles à 15 h et même parfois plus tôt n'a plus de sens aujourd'hui. Les jeunes doivent pouvoir y pratiquer des activités autres que scolaires.

Action
Remettre en place le programme *Ça bouge après l'école* et le bonifier pour garder les écoles ouvertes jusqu'à 17 h, en offrant des activités parascolaires dont une heure de sport, et ce, partout sur le territoire. Pour garder les écoles primaires et secondaires du Québec ouvertes, il faudra consacrer approximativement 250 millions de nouveaux investissements à ce projet spécifique.

En bref
Ces deux premières mesures spécifiques représentent au total un peu moins de 300 millions de dollars. Et c'est concret. Imaginez les marges qu'il nous reste pour embaucher des milliers d'enseignants et de professionnels (orthopédagogues, orthophonistes) dont nos écoles et nos jeunes ont tant besoin. Il faut récupérer notre argent à Ottawa pour faire ces choix qui s'imposent.

3 – Sortir la mal bouffe des écoles

Constat
Quelques commissions scolaires ont déjà des politiques interdisant la malbouffe. C'est le cas de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles incluant l'École secondaire Lucille-Teasdale. Cependant, cette règle n'a pas été adoptée partout. Plusieurs écoles secondaires continuent d'offrir de la malbouffe à leurs élèves. À titre d'exemple, selon une étude récente de la Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, seule une Commission scolaire de cette

région avait une politique alimentaire en 2004 (il y a cinq commissions dans cette région).[1]

Les preuves reliant des problèmes de santé et une mauvaise alimentation sont maintenant bien établies. Les conclusions tirées du dernier *Bulletin de santé annuel des Canadiens et des Canadiennes* sont dévastatrices. Ce bulletin nous indique que les maladies du cœur, les accidents cérébrovasculaires, les cancers et même le diabète n'ont cessé d'augmenter au cours des trois dernières décennies.

Ce qui est encore plus grave, comme le soulignait la Fondation pour les maladies du cœur, c'est que les jeunes sont maintenant touchés par des maladies qui ne concernaient auparavant que les personnes d'âge adulte. À cet égard, nous savons pertinemment que les principaux facteurs responsables de ces problèmes de santé sont la sédentarité et la mauvaise alimentation.

Il est clairement démontré qu'une alimentation inadéquate augmente significativement les risques d'embonpoint et d'obésité. Ce qui est alarmant, aux dires de Paul Boisvert, (Chaire de recherche sur l'obésité de l'Université Laval), c'est que dans les 15 dernières années, la proportion d'enfants ayant un problème de poids a plus que triplé!
(Actuellement, 10 % des enfants sont obèses et 27 % souffrent d'embonpoint.)

La relation entre l'obésité et les problèmes de santé divers n'est plus à faire et le cas du diabète n'y échappe pas (environ 80 % des personnes diabétiques type 2 ont un surplus de poids ou sont obèses). Les coûts associés au diabète pour la population québécoise approchent les deux milliards par année à eux seuls!

Action
Adopter une loi interdisant la malbouffe dans les écoles.

4 - Donner un nouveau souffle aux cégeps et universités en région

Constat
L'éducation postsecondaire en région est un autre défi qu'il faut relever. Les cégeps et les universités situés dans les communautés périphériques doivent être des piliers du développement économique, social et culturel de leur collectivité.

[1] Beauchenes-Rondeau, Édith et Pascale Chaumette, Situation environnementale de la nutrition dans les écoles de la région de la Capitale nationale, Beauport, Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale, Direction régionale de santé publique, 2004.

Un rapport de la FEUQ le précise clairement :
Actuellement, les cégeps et les universités situés hors des grands centres sont largement désavantagés par les règles du jeu qui favorisent;

- les grands ensembles
- les institutions prestigieuses, (qui se retrouvent dans les grands centres)
- les masses critiques (de chercheurs, d'équipement, de financement).

Les initiatives du gouvernement, et surtout fédérales (Fondation canadienne pour l'innovation, Chaires de recherche du Canada, etc.), n'y changent rien. Elles ont même creusés les écarts entre les petites universités régionales et les grands établissements des métropoles et des capitales.

La majorité des nouveaux programmes d'aide à la recherche favorisent les grandes équipes multidisciplinaires, difficiles à mettre en place dans les universités régionales aux moyens modestes, au détriment des petites équipes de recherche.

Un cégep ou une université en région, ce n'est pas qu'un établissement d'enseignement comme on le pense trop souvent, c'est aussi un partenaire de premier plan du développement de la région.

Quelques exemples universitaires :

- l'aluminerie et le dégivrage à l'UQAC
- l'océanographie et les technologies de la mer à l'UQAR
- le développement communautaire et les technologies de l'information et des communications à l'UQAH
- les mines et l'éducation en milieu inuit et amérindien à l'UQAT
- l'hydrogène et les pâtes et papiers à l'UQTR
- les biotechnologies et la gériatrie / gérontologie à l'Université de Sherbrooke

Action
À la suite du Sommet sur les régions, le gouvernement du PQ a créé un financement spécifique pour les cégeps des régions qui coûte environ 20 millions de dollars par année. Cette mesure qui sert à sauver des programmes en baisse de clientèle n'est toutefois pas suffisante. Il faut au minimum doubler le montant actuel afin de permettre le développement de nouveaux programmes adaptés aux nouvelles réalités régionales et soutenir les cépeps hors des grands centres. On parle donc d'un investissement de 40 millions de dollars par année dès les premières années du Québec pays, au lieu de 20 millions de dollars dans un Québec province.

Pour le réseau de l'Université du Québec en particulier, il faut investir au minimum 20 millions de dollars de plus dans ses composantes régionales, ce qui

permettrait de réduire le sous-financement du réseau UQ élevé à 112 millions de dollars par la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale.

De plus :
En accord avec des revendications maintes fois exprimées, le gouvernement du Québec souverain devra financer à 100 % les coûts de système de ces institutions à partir de leurs dépenses réelles.

Avec les directions des cégeps et des universités des régions, il faudra déterminer un plancher en deçà duquel le définancement ne s'appliquera plus en vertu de la règle du financement à 100 % de la variation de l'effectif étudiant.

La marge de manœuvre
Les finances du Québec souverain permettront ces choix en éducation. Les études menées par le Parti Québécois l'ont démontré, nous auront de nouvelles marges de manœuvre pour faire des choix budgétaires **différents** dans un Québec souverain. Nous aurons 4,5 milliards de dollars de plus dans un budget québécois. Nous consacrerons 1 milliard de dollars à l'éducation.

Les sommes récupérées des surplus fédéraux, des dédoublements, et autres programmes fédéraux, seront à la disposition de l'État québécois qui doit faire le choix de l'éducation.

Que ce soit pour lutter contre la pauvreté; que ce soit pour faire notre place dans cette nouvelle ère de la mondialisation; que ce soit pour relever le défi du déclin démographique : l'éducation et la formation sont les pierres angulaires de la prospérité du Québec et de la solidarité entre tous.